

Daniel Bensaïd

ÉLOGE
DE LA POLITIQUE
PROFANE

Albin Michel

Collection « Bibliothèque Albin Michel Idées »

À
Gérard Verbizier, dit Verjat,
Thierry Jouvét, dit Michel Rovère,
Xavier Langlade, dit Toussaint, dit La Frime,
Arnaud Nicoladzé, dit Dan,

en souvenir de nos conspirations mécréantes.

Introduction

« Que notre situation soit nouvelle, que notre combat soit nouveau, ce n'est peut-être pas à nous de le dire, mais enfin qui ne voit que notre situation est nouvelle, que notre combat est nouveau ? »

Charles PÉGUY, *Un nouveau théologien*, 1911.

« Par à-coups successifs, comme au sortir d'un coma, nous essayons de dissiper les brumes de déjà-vu. »

Félix GUATTARI, *Micropolitiques*, 1982.

Au seuil des années 1980, Félix Guattari annonçait l'avènement d'un nouveau régime planétaire d'accumulation du capital, un « capitalisme mondial intégré ». La société mondiale, disait-il, devient « flasque, sans contours, sans ressorts ». Ce paradigme émergent semblait alors issu du grand retournement, au milieu des années 1970, de l'onde expansive d'après-guerre. Initié par la crise dite pétrolière de 1973-1974, il aurait scellé la fin d'un cycle, celui de la régulation fordiste et de l'État social keynésien, et annoncé l'entrée dans une crise historique prolongée, dont la sortie maintes fois annoncée devait être autant de fois différée¹.

Cette longue transition vers un capitalisme global ou total n'est

1. Voir Ernest Mandel, *Le Troisième Âge du capitalisme*, Paris, Éditions de la Passion, 1997 ; *La Crise*, Paris, Champs-Flammarion, 1978, *Long Waves of Capitalist Development*, Cambridge University Press, 1980.

pas le résultat supposé « naturel » de la seule logique économique. Elle traduit et accélère les changements majeurs dans les rapports de force sociaux et interétatiques, les effets d'une nouvelle vague d'innovations technologiques, la modification de la division et de l'organisation du travail impulsée par la contre-offensive libérale des années 1980.

Fin de la guerre froide ? Passage d'une hégémonie partagée, depuis les accords de Yalta et Potsdam, à une hégémonie impériale exclusive et à une domination unilatérale ? Michael Hardt et Toni Negri ont tenté de saisir cette grande mue en désignant sous le concept d'Empire le pouvoir absolu et déterritorialisé d'un capital déployé en réseau dans un espace sans limites ni lieux. À cette forme inédite de souveraineté non territoriale et non étatique correspondraient des résistances réticulaires symbolisées, non plus par la taupe qui creuse obstinément ses galeries sous les fortifications, mais par le serpent qui se faufile dans les interstices et les failles des relations de pouvoir.

Un tel bouleversement obligerait à penser les conditions de l'action selon les catégories d'une « nouvelle modernité ». La crise du concept de politique ne date pourtant pas d'hier. Depuis les guerres révolutionnaires et napoléoniennes, elle est constitutive des interrogations récurrentes sur la souveraineté, la légitimité, la citoyenneté, la représentation, et sur le statut même de la « notion de politique » : « C'est la constellation conceptuelle dans laquelle prend forme le concept moderne d'État qui est structurellement en crise¹. » La question de la justice, dont la forclusion vise, depuis la philosophie hobbésienne de l'État, à neutraliser le conflit est ainsi rouverte.

La violation de la souveraineté étatique peut-elle répondre, comme le prétendent les avocats du « droit d'ingérence », à celle des droits de l'homme ? Si oui, cela signifie-t-il que nous entrons dans l'ère de la supra-souveraineté ? Quelles seraient les conséquences à en tirer quant à la conception du droit international et quant à l'émergence d'une nouvelle sémantique de la représenta-

1. Massimiliano Tomba, *La « Vera Politica ». Kant e Benjamin : la possibilità della giustizia*, Macerata, Quodlibet, 2006.

tion¹ ? La crise de la conceptualité politique est grosse de ces questions cruciales.

Or, la déclaration par G.W. Bush – au lendemain du 11 septembre 2001 – d’une guerre au terrorisme, sans limites dans le temps et dans l’espace, la banalisation de l’état d’exception, les nouveaux assauts de la contre-réforme libérale contre les conquêtes sociales du siècle dernier, tout concourt aujourd’hui à remettre la question politique au premier plan et à relancer la controverse stratégique. « Changer le monde sans prendre le pouvoir » ? Ou bien prendre le pouvoir pour changer le monde ? Mais comment s’y prendre dans les conditions du capitalisme global ? Et comment éviter la gangrène bureaucratique qui a ruiné de l’intérieur les tentatives d’émancipation passées ?

Les conditions spatiales et temporelles de l’action politique changent sous l’effet de la mondialisation libérale. Entre l’« illusion politique », qui fait de la démocratie de marché l’horizon indépassable d’une histoire à bout de souffle, et l’« illusion sociale », qui prétend préserver les mouvements d’émancipation des impuretés du pouvoir, une voie étroite s’entrouvre. Pour s’y engager, la mise au point d’un « nouveau lexique politique est devenu un enjeu essentiel² ».

C’est autour de cet enjeu qu’est bâti ce livre. Mais un « nouveau lexique » ne s’invente pas artificiellement à la manière d’un espéranto. Il ne relève pas d’un pouvoir de nomination adamique. Il naît de l’échange conflictuel entre des langues réelles, d’expériences sociales et historiques fondatrices, de luttes de paroles. Le Capital a son vocabulaire, celui de la marchandise ventriloque, et son lexique spontané. Le salariat y est soluble dans l’actionnariat, l’exploitation dans l’esprit d’entreprise, le travail dans le loisir, les

1. *Ibid.*, p. 109.

2. Antonio Negri et Giuseppe Cocco, *Global*, Paris, Éd. Amsterdam, 2007, p. 33 : « Les notions de démocratie, de représentation, de globalisation et d’Empire, de biopouvoir et de biopolitique, de nouvelle composition technique et politique des classes, de multitude, etc., se superposent à celles de dépendance, de nation, de classe ouvrière, de dette, de répression, d’impérialisme... Parfois, elles les remplacent purement et simplement ; parfois encore, elles les investissent et les transforment de l’intérieur. »

Éloge de la politique profane

solidarités collectives dans les trajectoires personnalisées. Ce jargon postmoderne de l'employabilité et des flux tendus, de la net-économie, du *e-buseness* et des *hedge-funds*, du *burn-out* et du *workfare*, de la « gestion par stress » (!) et de l'« implication contrainte » (!), de la *lean production* et des *working poors over-worked*, de la gouvernance et de la gestion managériale, des « ménages aux revenus aléatoires », de l'euphémisme et de la périphrase, se fabrique et se travaille au jour le jour.

Comme les luttes de classes, les luttes de langues sont asymétriques. Le lexique des dominés est subalterne à celui des dominants. On ne peut commencer à se défendre que dans les termes de l'attaque, en retournant le sens des mots, affirmait Hannah Arendt. La bataille du verbe est certainement plus complexe, mais le discours des résistances ne peut échapper au cercle vicieux de la subalternité qu'en allant à la racine des choses et en traversant les apparences, pour extraire des expériences pensées quelques éclats de vérité.

I.

Sécularisation et désécularisation du monde

« Nous ne transformons pas les questions profanes en questions théologiques. Nous transformons les questions théologiques en questions profanes. »

Karl MARX, *La Question juive*

Chute du mur de Berlin, désintégration de l'Union soviétique, guerres des Balkans et du Golfe : une séquence historique s'est achevée avec le ^{xx}e siècle. Mais laquelle ? Certains historiens parlent d'une parenthèse ouverte par la Grande Guerre et la Révolution russe, et refermée au terme de la guerre froide sur ce « court ^{xx}e siècle », par l'entrée irréversible dans l'éternité marchande. La page ainsi tournée permet aux tenants du néolibéralisme de véhiculer l'illusion d'un retour, par-delà un Marx définitivement ringardisé, à la philosophie politique classique de Hobbes, de Locke, de Tocqueville, généreusement gratifiés d'une improbable jeunesse.

Ce « siècle des extrêmes » se serait pensé lui-même à la fois comme un commencement absolu et comme l'annonce d'une décadence. Il se serait vécu comme un siècle « héroïque et épique », militaire et militant, tout entier placé « sous le paradigme de la guerre » et d'une « conception combattante de l'existence »¹. Renonçant aux

1. « En une phrase : le siècle, en proie à la passion du réel, placé sous le paradigme de la guerre définitive, dispose subjectivement un vis-à-vis non dialectique de la destruction et de la fondation, pour les besoins duquel, pensant et la totalité et le moindre de ses fragments dans la figure de l'antagonisme, il

promesses d'avenir radieux garanti par la mécanique du progrès, il serait « celui de l'accomplissement, du présent absolu¹ ».

Sans doute cette séquence s'est-elle achevée. Mais une plus longue période vient aussi à épuisement sous le choc de la mondialisation libérale : celle du paradigme politique de la modernité et des catégories sous lesquelles furent conçues, depuis plus de trois siècles, les stratégies politiques antagoniques : le paradigme de la rationalité classique constitué au tournant des XVI^e et XVII^e siècles. Tous les rapports sociaux ne marchent pas du même pas. La cohérence de toute périodisation historique, par articulation de rythmes et combinaison de temps sociaux, dépend des critères retenus². Et le récit varie selon la séquence temporelle considérée. Construite à partir d'un ensemble d'événements incohérents, chaque séquence est un lieu de rencontres déterminées mais fortuites, comme dans « une salle d'attente de gare ». Sa fragile unité risque toujours de se désintégrer. En rupture avec les théologies de l'origine et du salut, chaque séquence « instaure » en effet un temps qui lui est propre, bien plus qu'elle ne se découpe dans une nappe de durée préexistante. Une période familière se désintègre ainsi sous nos yeux, dans une tension paradoxale entre la continuité historique qu'elle révèle et les ruptures qu'elle porte en elle.

L'histoire de l'art montrerait ainsi, « juxtaposées dans un même moment, des survivances et des anticipations, des formes lentes, retardataires, contemporaines de formes hardies et rapides³ ». Dans ses notes indicatives pour une écriture profane de l'histoire, Marx soulignait l'importance des « phénomènes secondaires et tertiaires », ou encore des « rapports de production dérivés, trans-

suppose que le chiffre du réel est le Deux » (Alain Badiou, *Le Siècle*, Paris, Seuil, 2005).

1. *Ibid.* : « Siècle des résistances et des épopées, destructeur sans remords, le siècle aura voulu s'égaliser dans ses œuvres au réel dont il avait la passion. » Cette inspiration épique traverse l'iconographie révolutionnaire : les trains insurgés de la révolution mexicaine, le train blindé de Trotski pendant la guerre civile, le défilé des Brigades internationales dans Barcelone, la Longue Marche de Mao, le Che, cheveux au vent dans la bataille de Santa Clara.

2. Voir Siegfried Kracauer, *L'Histoire. Des avant-dernières choses*, Paris, Stock, 2005.

3. Robert Focillon, cité *ibid.*

posés, non originaux », encastés dans les rapports dominants d'une formation sociale historiquement déterminée. Il en voulait pour exemple « le rapport inégal entre le développement de la production matérielle, et, par exemple, celui de la production artistique ». Un rapport inégal comparable pourrait être établi entre production matérielle et production juridique, entre maintien d'une économie domestique et temps long de l'écologie. C'est pourquoi « des époques déterminées de floraison artistique ne sont nullement en rapport avec le développement général de la société, ni, par conséquent, avec celui de sa base matérielle, qui est pour ainsi dire l'ossature de son organisation ». Mais « la difficulté n'est pas de comprendre que l'art grec et l'épopée sont liés à certaines formes sociales de développement ». Elle réside plutôt dans le fait « qu'ils nous procurent encore une jouissance esthétique et qu'ils gardent, à certains égards, la valeur de normes et de modèles inaccessibles ». Un fragment d'universel se révèle ainsi dans le particulier, une écharde d'éternité dans la fuite de l'instant, d'où vient le sentiment d'une harmonie perdue, liée à des conditions sociales où cet art pouvait naître et « qui ne pourront jamais revenir »¹.

La légitimité d'une « époque », en tant qu'articulation d'espaces différenciés et de durées inégales, est liée au concept lui-même : seule l'époque moderne s'est pensée comme époque². Le terme soulève la question des césures. Ce n'est pas l'histoire elle-même, mais bien celui qui l'observe, qui marque l'arrêt. Ainsi Heine concevait-il chaque époque comme un sphinx qui se précipiterait dans l'abîme une fois son énigme résolue. Elle établirait « une limite imperceptible qui n'est liée à aucune date ou événement marquant ». Il ne saurait, par conséquent, exister de témoins fiables d'un bouleversement d'époque. Faudra-t-il dater sa fin de la chute du mur de Berlin ou du 11 septembre 2001 ? Le seuil, s'il existe, se trouve au-dessus de la surface chronologique des événements ; car l'homme, s'il fait l'his-

1. Karl Marx, *Manuscrits de 1857-1858*, Paris, Éditions sociales, t. 1, p. 43 sq.

2. C'est-à-dire comme suspension d'un mouvement, parenthèse, ou spécification de temps historiques en « unités complexes d'événements et d'effets qui postulent la supériorité des circonstances sur les actes et des configurations sur les figures » (Hans Blumenberg, *Légitimité des Temps modernes*, Paris, Gallimard, 1999, p. 523).

toire, « ne fait pas l'époque¹ ». La datation historique est par conséquent un exercice nécessairement rétrospectif.

Loin d'être homogène, la longue séquence évoquée, au prix d'approximations chronologiques et d'interminables litiges de datation, sous le nom commode de « modernité », est scandée d'événements et de bifurcations décisifs : les révolutions américaine et française, la mondialisation victorienne et l'expansion de l'impérialisme colonial, l'institutionnalisation parlementaire des partis politiques et l'essor du phénomène bureaucratique, les guerres et les révolutions du siècle écoulé. Chacune de ces césures implique d'importants remaniements dans les dispositifs de domination et de représentation. La Révolution française bouleverse le champ des représentations politiques à l'échelle internationale. Les révolutions de 1848 « cassent en deux l'histoire du monde » et mettent à nu de nouveaux antagonismes sociaux. La mondialisation victorienne engendre un monde institutionnellement globalisé que symbolisent, en 1884, la conférence de Washington sur la définition du méridien zéro et l'unification du temps mondial, et, en 1885, la conférence de Berlin sur le partage de l'Afrique.

Par-delà ces bouleversements subsistait cependant un référent conceptuel relativement cohérent des luttes politiques². Or, nous sommes engagés aujourd'hui dans une nouvelle mutation, où le partage entre ce qui meurt et ce qui naît demeure indécis. La globalisation marchande s'accompagne de nouveaux dispositifs institutionnels assignant au monde des formes nouvelles. Ils compriment son espace-temps. Ils globalisent les événements, les guerres et les violences, les luttes et les résistances³.

1. *Ibid.*, p. 533 et 542.

2. Les cours de Michel Foucault au Collège de France contribuent à dégager les éléments qui s'imbriquent et se combinent pour former cette *épistémé* classique. Voir notamment celui de 1977-1978 : *Populations, sécurité, territoire*, Paris, Gallimard-Seuil, 2004.

3. Jens Badura s'efforce aujourd'hui de penser philosophiquement cette transition paradigmatique : « Dans une modernité mondiale, une relation au monde commence à s'établir sous un nouveau paradigme dans lequel les catégories comme le savoir, la justice ou la normativité en général sont mises en question, et leur consolidation par une structure de référence (autrement dit un sol fixe, global, permanent) se modifie profondément en fonction des attentes actuelles et de la conceptualisation de la pratique d'orientation : c'est-à-dire quand la

LES SIÈCLES DE LUMIÈRE

Annonçant celui des Lumières, le XVII^e siècle fut celui des révolutions scientifiques, philosophiques, esthétiques, celui aussi où naquit un nouvel ordre géopolitique européen, illustré par le traité de Westphalie, l'émergence des États-nations, l'élaboration d'une vision conquérante du monde¹.

Les noms de Bacon et de Galilée, de Descartes et de Newton rappellent les succès de la physique mécanique, le triomphe d'un « style causal universel » et d'une « objectivité idéale », l'avènement d'un temps et d'un espace « abstraits, homogènes, mathématiques »². Ils évoquent la fin du « monde clos », de ses mystères, de ses miracles, et de ses prodiges ; l'avènement de l'« univers infini », de ses lois immuables et mathématisables, accessibles à l'analyse logique et à l'inventaire classificatoire. Le probable même devint calculable³.

pensée se voit proposer un changement de paradigme dans lequel on passe d'un paradigme de fondation, présupposant un monde pensé comme constitué de manière définitive au sens de la modernité mondiale, au jeu d'alternance de la fondation, de la défondation, et de l'exploration, dans un monde consciemment pensé comme contingent » (mémoire d'habilitation à diriger des recherches : « Philosophie de la modernité mondiale – une esquisse programmatique », Paris VIII, décembre 2006. Ce mémoire est une synthèse de nombreux travaux publiés en allemand).

1. « La multitude des individus pauvres mais vigoureux augmentant toujours, ils doivent être transplantés à l'intérieur des pays qui ne sont pas assez peuplés où, cependant, ils ne doivent pas exterminer ceux qu'ils y trouvent, mais les contraindre à cohabiter étroitement ensemble... Et quand le monde entier sera surchargé d'habitants, alors l'ultime remède, après tous les autres, sera la guerre qui apporte à chacun la victoire ou la mort » (Thomas Hobbes, *Léviathan*, Paris, Gallimard, coll. « Folio-Essais », 2000, p. 508).

2. La Royal Society est fondée en 1662, l'Académie royale des sciences en 1666. « La difficulté consiste ici en ce que les remplissements matériels qui complètent concrètement les moments de forme des corps, les qualités sensibles spécifiques, ne peuvent précisément pas être directement traités dans leurs gradualités propres comme le sont les formes elles-mêmes... nous n'avons qu'une géométrie des formes et non une deuxième géométrie qui serait celle des remplissements » (Edmund Husserl, *La Crise des sciences européennes*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1989, p. 39-40).

3. Cf. la correspondance entre Pascal et Fermat, l'application par Leibniz de la théorie des jeux aux problèmes du droit, le manuel de *Calcul dans les jeux de hasard* de Huygens.

La voie était ainsi dégagée pour la mathématisation du social et l'observation de régularités démographiques¹. Nécessaire aux missions de police, la statistique pouvait devenir le « savoir de l'État sur l'État » ou le « savoir de soi de l'État ». L'exercice du pouvoir ne serait plus réglé désormais par la sagesse supposée des gouvernants, mais par l'ordre administratif. Ce règne de la mesure répondait à la quantification du travail à l'aune du temps social abstrait et annonçait la loi despotique de la valeur.

« *Calculemus !* » fut le mot d'ordre de ce nouveau paradigme rationnel. Si Dieu régissait le monde par des lois immuables et universelles, le monde mystique et magique des prodiges, des sortilèges, des signes analogiques n'avait plus qu'à s'incliner devant le triomphe de la raison classique². L'idéal de clarté qu'elle inspire se manifeste dans le goût du discours ordonné et de la grammaire rigoureuse. Celle de Port-Royal préfigure les ambitions récurrentes du positivisme logique, des grammaires génératives, et des orthodoxies académiques³. On se prend à rêver d'éliminer les équivoques du vocabulaire, de mettre hors la loi les métaphores douteuses. Alors que son but déclaré est de faire avancer la puissance civile, le *Léviathan* aborde, avant même l'organisation de l'État, les questions de la parole et de la science, comme si une politique raisonnée dépendait d'abord de la fiabilité de la langue. Érigeant la capacité de calculer, « non seulement sur les nombres mais dans tous les autres domaines », en signe distinctif de la supériorité humaine, Hobbès voit dans le « manque de méthode » et dans l'« emploi de métaphores et autres figures de rhétorique au lieu des mots propres »⁴ la cause des absurdités de raisonne-

1. Le réglage de l'exercice du pouvoir ne se fait plus par la sagesse mais par le calcul. La statistique (et les probabilités) découvrent dans les phénomènes de population des régularités propres (mortalité, naissances, pathologies). Cf. *Pour une histoire de la statistique*, Insee, Paris, 1977. W. Petty (1623-1684) est considéré comme le fondateur de l'« arithmétique politique ». Voir aussi le calcul rationnel du hasard selon Pascal en 1654 (Catherine Chevalley, *Pascal, contingence et probabilités*).

2. Michel Foucault, Paris, PUF, 1995, *Les Mots et les Choses*, Paris, Gallimard, 1966.

3. Voir Sainte-Beuve, *Port-Royal*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2004.

4. « Dans le calcul et la recherche de la vérité, de tels énoncés ne sont pas admissibles » (Thomas Hobbès, *Léviathan*, *op. cit.*, p. 117).

ment : « la clarté des mots » est « la lumière de l'esprit humain ». De Malherbe à Boileau, l'ordre triomphe dans la phrase et dans la rime. La discipline de la langue accompagne un despotisme de la « méthode »¹. Commutative ou distributive, la justice se plie elle aussi au calcul des proportions, arithmétiques ou géométriques, des délits et des peines.

La politique n'échappe pas à la frénésie calculatrice. Les turbulences révolutionnaires en Angleterre et en Hollande révèlent la quête d'une légitimité nouvelle, susceptible de fonder l'art de gouverner sur la clarté des lois. Assortie de procédures de gestion des populations, la « raison d'État » (au double sens de sa rationalité et de ses intérêts) est à la mode. Conçue comme « force productive », la population requiert « une manière nouvelle de poser les problèmes du gouvernement »². Dans ce nouvel art de gouverner, dynamique physique et dynamique politique s'épaulent, savoir et pouvoir s'associent³. La gestion du « nombre des hommes » va permettre de débloquent l'art de gouverner. Le rapport entre population et richesse commande les questions de la fiscalité, de l'approvisionnement, des pénuries et des disettes, donc la « condition de formation de l'économie politique ». Somme de sujets économiques autonomes, la population devient l'objet d'une « technologie de pouvoir » que complètera la « sécurité du territoire ». Il ne s'agit pas encore de la substitution d'un « État territorial » à un « État de population », mais « plutôt de l'apparition de nouveaux objectifs, de nouvelles techniques, de nouveaux problèmes urbains »⁴. *Le Contrat social* de Rousseau n'aura plus qu'à lier la souveraineté, qui « s'inscrit et fonctionne essentiellement dans un territoire », à la régulation des populations.

Le « siècle de la Lumière », gouverné par un idéal de clarté dans l'usage du langage et de la raison, comme dans la conduite des

1. « Car la raison, en ce sens, n'est rien que le calcul » (*ibid.*, p. 111).

2. Population, principe de richesse, force productive, encadrement disciplinaire, « tout ceci fait corps à l'intérieur de la pensée et de la pratique politique des mercantilistes » (Michel Foucault, *Populations, Sécurité, Territoire*, *op. cit.*, p. 71).

3. Leibniz est le théoricien de la force à la fois comme phénomène physique et comme phénomène historique.

4. Michel Foucault, *Populations, sécurité, territoire*, *op. cit.*, p. 373.

Éloge de la politique profane

affaires publiques, prépare donc le siècle des Lumières¹. Son aspiration transparaît dans la peinture de Vélasquez, de Rembrandt, de Georges de La Tour, fascinés par les jeux de lumières et le clair-obscur, comme par la représentation solaire du pouvoir royal. Qu'il s'agisse de connaissances scientifiques ou de pratiques politiques, le grand siècle use de cette lumière comme « métaphore absolue ». Avec l'espérance « de voir toutes les sciences aller de l'avant et augmenter », l'idée mûrit lentement d'un progrès cumulatif et illimité.

LA MODERNITÉ POLITIQUE

Sur quoi asseoir la légitimité des pouvoirs dans un siècle de désordres religieux et de guerres civiles, quand Dieu se cache et se retire du monde ? Si l'autorité de la Loi ne descend plus du ciel, sur quoi fonder la souveraineté ? Comment éviter que le pouvoir ne soit perçu comme abusif et que ne se développe, sous prétexte de « tyrannophobie », l'esprit de sédition ? Et comment faire pour que la politique, qui s'émancipe de la tutelle théologique, devienne profane sans déchaîner des forces sans loi ? De Marsile de Padoue et Bodin à Rousseau, en passant par Hobbes et Locke, les dispositifs conceptuels dans lesquels se pense la politique moderne cherchent à conjurer ces périls.

De ce grand chantier émerge une certaine conception de la souveraineté, durablement écartelée entre la transcendance du corps royal et l'immanence du « pouvoir constituant ». Émerge aussi une « organisation ostentatoire de l'espace », qui délimite les marchés, découpe les territoires, prépare un partage inédit entre le national et l'étranger². Le bornage des frontières délimite un

1. Voir l'ouvrage collectif *Le Siècle de la Lumière, 1600-1715*, coordonné par Christian Biet et Vincent Jullien, Fontenay-Saint-Cloud, ENS-Éditions, 1997.

2. Paul Allières, *L'Invention du territoire*, Grenoble, PUG, 1980 : « Exploitant le caractère international, apatride, a-territorial du capital commercial accumulé par les villes, l'absolutisme a précocement jeté les bases d'une aire nationale de marché. Il est l'expression de rapports et de règles juridiques qui appellent l'État territorial comme cadre d'exercice de la compétence : l'État va dire ce qu'est l'espace en désignant les espaces de la souveraineté » (p. 23).

domaine de la souveraineté, dont la capitale, en tant que lieu et siège de la souveraineté, va devenir un enjeu stratégique décisif¹. La métaphore organiciste qui substitue au (double) corps du roi celui du peuple puis de la nation s'impose alors, avec ce qu'elle suggère de fonctionnalité hiérarchisée, puisqu'on ne saurait concevoir un corps sans tête – et, donc, sans commandement.

Différent de l'art de régner, celui de gouverner devient l'art de déterminer un rapport équilibré entre territoire et population, tel que « la terre suffise à l'entretien de ses habitants et qu'il y ait autant d'habitants que la terre peut en nourrir² ». Ce qu'on gouverne, « c'est des gens ». L'idée que les hommes, ça se gouverne est alors une idée neuve. Elle a pour corollaire la politique moderne comme « manière de penser, de poser, de programmer la spécificité du gouvernement par rapport à l'exercice de la souveraineté ». La « gouvernementalité » naissante désigne « l'ensemble constitué par les institutions, procédures, analyses, réflexions, calculs et tactiques qui permettent d'exercer cette forme spécifique de pouvoir qui a pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir l'économie politique, et pour instrument technique essentiel les dispositifs de sécurité³ ».

La raison enfin trouvée de cet art nouveau de gouverner, « c'est la raison d'État⁴ ». En charge de la santé, du ravitaillement, de l'hygiène, de la sécurité, de l'organisation des marchés, la police est, au XVII^e siècle, son appareil privilégié. L'administration urbaine, la gestion démographique, le traitement des pathologies sociales, l'usage de la comptabilité et de la statistique font partie de ses fonctions. Elle doit tendre à la prospérité de l'État et à son maintien contre les discordes civiles. La technicisation de la gestion étatique porte en germe les utopies administratives et bureaucratiques du XIX^e siècle. Et si, contrairement à l'idée reçue du gouvernement comme gérant de l'État, celui-ci n'était au contraire

1. « Habiter le territoire, c'est se soumettre à la souveraineté » (Jean-Jacques Rousseau, *Le Contrat social*, IV, 2). *La Métropolité* d'Alexandre Le Maître, publiée au XVII^e siècle, plaide la nécessité d'une capitale pour un pays.

2. Jean-Jacques Rousseau, *Le Contrat social*, *op. cit.*

3. Michel Foucault, *Populations, sécurité, territoire*, *op. cit.*, p. 111.

4. Giovanni Botero, *De la raison d'État*, 1589.

qu'une « périclipsis du gouvernement » ? demande Foucault. Et s'il n'était qu'un avatar périssable des modes de gouverner ?

La nouvelle figure de l'État va de pair avec la transformation de la multitude anomique en peuple organique. Désormais, « on donne à la personne publique le nom de peuple », plutôt que celui de « cette multitude qui est comme une hydre à cent têtes et qui ne doit prétendre dans la république qu'à la gloire de l'obéissance »¹. Hobbes décide ainsi de « nommer peuple » la multitude « qui se gouverne régulièrement, qui compose une personne civile, et à qui je ne donne qu'une volonté ». La multitude hétérogène et bigarrée, l'hydre aux cent têtes (et sans tête) devient alors le nom péjoratif d'une obscure menace, l'évocation du nombre incontrôlable et manipulable, susceptible de céder aux séductions des démagogues, à déraisonner et à se déchaîner dans les passions de la plèbe ou de la foule².

L'HOMME ET LE CITOYEN

De même que la multitude se transforme en peuple, les sujets se transforment en citoyens. La citoyenneté caractérise la condition de l'homme au-delà de l'état de nature³. Mais en l'absence de Prince ou de Législateur suprême, le droit est sans cesse menacé de céder à la force ; à moins de le déduire d'une « convention

1. Thomas Hobbes, *De cive* (1642), *Le Citoyen*, Paris, Garnier-Flammarion, 1982, p. 149. Et encore : « Les hommes ne mettent pas assez de différence entre le peuple et la multitude. Le peuple est un certain corps et une certaine personne, mais on ne peut rien dire de semblable de la multitude » (p. 223).

2. Voir Pierre Dardot, in Pierre Dardot, Christian Laval, El Mouhoub Mouhoub, *Sauver Marx ?*, Paris, La Découverte, 2007.

3. Pour Foucault, ce peuple est d'emblée dépouillé de son sens politique et ravalé au rang de « population », à gérer et administrer du point de vue de la gouvernementalité. Considérée non comme sujet actif de la souveraineté, mais comme objet calculable, la notion de population implique donc une évolution majeure de l'espace public. La population serait, dans ces conditions, « un nouveau personnage qui fait une entrée remarquable dans le XVIII^e siècle : population, principe de richesse, force productive, encadrement disciplinaire, « tout ceci fait corps à l'intérieur de la pensée et de la pratique politique des mercantilistes ». (Michel Foucault, *Populations, sécurité, territoire, op. cit.*, p. 71).